

Clavistes, attention... !

Après les élections professionnelles AGI tellement mal organisées et comportant tellement d'irrégularités que la légitimité des élus est compromise...

(la Filpac-CGT et le SNJ demandons l'annulation de ces élections tronquées)

Après le Comité d'Entreprise du 22 octobre, où la Direction n'a pas respecté la loi en ce qui concerne l'ordre du jour, ce qui lui a permis d'entamer une étape supplémentaire dans le démantèlement du service Saisi d'AGI, avec la connivence des syndicats CFDT-CFTC-CGC coalisés et FO, (les mêmes qui récemment ont sollicité votre confiance lors des élections professionnelles, et vous ont dit et écrit : « tout va bien, on a signé pour avoir les deux rotatives ». Ils ont juste oublié de vous dire que « vous » et d'autres salariés ne seront plus là pour les voir.

Après cela, la Direction convoque le 24 novembre 2004 toutes les organisations syndicales du Dauphiné Libéré, même celles des journalistes, pour :

- 1. Organisation d'un planning commun à l'ensemble des sites, géré par l'encadrement de Veurey,**
- 2. Adaptation de certains horaires afin de permettre sur les sites extérieurs à Veurey la saisie de textes plus tardifs (résultats sportifs notamment, qui sont parfois confiés tardivement à Veurey),**
- 3. Répartition de la charge de saisie de certains textes entre les différents sites. L'encadrement de Veurey crée les enveloppes des textes sur les serveurs extérieurs et faxe la copie sur les sites correspondants.**

Vous l'aurez compris, ces points ont un seul but : mettre en place une gestion de travail centralisée à Veurey du travail de saisie.

Tout cela, malheureusement, est écrit dans l'accord de modernisation signé le 20 septembre 2004 par tous les syndicats sauf le SNJ et la CGT.

Comme nous vous l'avions annoncé, la Direction met en place ses dernières dispositions pour supprimer le service Saisie en s'appuyant sur l'accord de 2004 qui «annule et remplace» celui de 2001 (signé par la CGT et qui garantissait l'emploi sur le lieu de vie etc...)

Mardi 23 novembre 2004

SECTEUR COMMUNICATION CGT